

aux prestations de chômage dans ma circonscription dépasse largement 5 000. Je suis bien placé pour le savoir parce que je leur ai parlé cet été.

Ils sont sans argent, sans nourriture et leurs enfants s'en iront bientôt à l'école le ventre vide et insuffisamment vêtus. Il ne leur reste pratiquement plus d'espoir. Leur situation est désespérée.

Je demande au gouvernement de faire preuve de compassion en rétablissant immédiatement la norme variable d'admissibilité et de réduire la période de référence de 14 à 10 semaines de travail.

* * *

GREENPEACE

M. Ray Funk (Prince-Albert—Churchill River): Monsieur le Président, hier, à Montréal, des activistes de Greenpeace ont été arrêtés au cours d'un affrontement avec les autorités portuaires quand ils ont tenté d'attirer l'attention sur l'exportation d'uranium canadien. Ils ont manifesté par ce que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a refusé, il y a deux semaines, d'ouvrir une enquête sur l'exploitation des mines d'uranium au Canada.

Depuis dix mois, des mineurs, des groupes autochtones, des professionnels de la santé et des écologistes pressent les autorités de faire enquête. Ils veulent savoir pourquoi deux millions de litres de déchets radioactifs ont été déversés dans le lac Wollaston, dans le nord de la Saskatchewan. Ils veulent savoir également qui a autorité sur les gens chargés de faire respecter les règlements. Ils veulent savoir pourquoi l'amende maximum prévue en vertu de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique est de 5 000 \$, soit la moitié de celle imposée aux fumeurs sur la colline du Parlement. Ils veulent savoir pourquoi l'exploitation de nouveaux dépôts massifs de matières radio-actives, comme celui de Cigar Lake, se poursuit encore sans examen public exhaustif. Ils veulent savoir pourquoi les niveaux de radiation, dont Jean Chrétien a parlé, sont jusqu'à 20 fois plus élevés qu'ailleurs dans le monde.

Monsieur le Président, de pieuses platitudes et de l'obstruction ne remplaceront jamais la vérité et l'action et c'est de vérité et d'action dont nous avons besoin.

* * *

[Français]

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

M. Fernand Jourdenais (La Prairie): Monsieur le Président, j'ai été à même de réaliser encore une fois, hier soir, lors de la conférence de presse du premier ministre du Canada, que notre réseau national de Radio-Canada a traduit en anglais le texte français de notre premier

ministre et que la partie anglaise a été retransmise intégralement sans égard pour les francophones.

Je trouve injuste et discriminatoire, monsieur le Président, que notre réseau national qui devrait répondre aux attentes linguistiques de tous les Canadiens et Canadiennes se permette de ne diffuser qu'une partie d'une déclaration aussi importante que celle faite par notre premier ministre.

Je demande donc instamment à notre ministre des Communications de régler cette question.

Monsieur le Président, ce n'est pas la première fois que cette situation se présente et c'est absolument intolérable dans un pays bilingue comme le nôtre.

* * *

[Traduction]

LE SÉNAT

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, le règne des conservateurs coûte cher aux contribuables.

Au cours de la semaine, le premier ministre a créé huit nouveaux postes au Sénat, en ayant recours à une disposition de la Constitution qui avait sombré dans l'oubli, dans le seul but de faire adopter la redoutée taxe sur les produits et les services.

Voyons un peu le coût de ces huit nominations superflues. On compte d'abord 71 900 \$ par année par sénateur en salaire, plus les frais de déplacement estimés à 21 628 \$ par année et 152 \$ par jour pour faire acte de présence au Sénat, soit quelque 36 352 \$ par année. Cela représente une dépense directe de 129 880 \$ par sénateur. Considérant que l'âge de la retraite est de 75 ans, ces candidats auront alors représenté 183 années-personnes et engendré un coût direct de 23 768 040 \$. C'est là ce que coûtera ce projet insensé du premier ministre. Imaginez comment ce chiffre aurait grimpé si j'avais inclus dans mes calculs les quinze nominations de la semaine dernière. C'est presque assez pour faire rougir John Buchanan.

* * *

[Français]

LA PÉRIODE DES QUESTIONS

Mme Marie Gibeau (Bourassa): Monsieur le Président, j'ai remarqué tout au long de cette semaine que vous avez modifié l'attribution de temps lors de la période des questions. Par tradition, le gouvernement a toujours eu droit à deux questions. En retirant la deuxième question au gouvernement, vous pénalisez les francophones élus au sein du gouvernement et réduisez ainsi au silence les «supporteurs» québécois du gouvernement. C'est donc le Québec qui se trouve puni par cette mesure parce que vous permettez à une nouvelle faction d'oppo-